

## COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 DECEMBRE 2019

L'an deux mille dix-neuf, le 16 décembre à vingt heures, le conseil municipal de la commune de DAGNEUX, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de Monsieur Philippe GUILLOT-VIGNOT, maire, en session ordinaire, en salle du conseil municipal.

Conformément à l'article L.2121-17 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le quorum est atteint.

### I – ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE PRECEDENTE EN DATE DU 18 NOVEMBRE 2019

Le conseil municipal, à l'unanimité, adopte le procès-verbal du conseil municipal en date du 18 novembre 2019.

### II – AFFAIRES FINANCIÈRES

#### a) Décision modificative N°3 BP Commune

Décision modificative de crédits n° 3 portant virements et ouvertures de crédits en sections de Fonctionnement

#### **OPERATIONS REELLES**

##### **Section de fonctionnement**

Chap.	Libellé	Art.	Dépenses		Recettes	
			Augmentation crédits	Diminution crédits	Augmentation crédits	Diminution crédits
022	Immobilisations reçues en affectation			6 000		
66	Charges financières	66111	6 000			

Total			6 000	6 000	0	0
-------	--	--	-------	-------	---	---

Le conseil municipal à l'unanimité décide :

- D'ADOPTER la décision modificative N°3 BP Commune comme ci-avant exposé

- b) Autorisation donnée au maire pour le nouvel exercice à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement (dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent) jusqu'à l'adoption des budgets primitifs

VU l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Le conseil municipal à l'unanimité décide :

- D'ACCEPTER les propositions de Monsieur le Maire dans les conditions exposées ci-dessus et transcrites dans le document joint.

P.J IIb1 : Autorisation 2020 dans limite du 1/4 BP 2019

c) Transfert de la compétence « EAU » à la Communauté de communes de la Côtière à Montluel

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L. 5214-16 et L. 5211-17 ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes ;

VU la circulaire N°NOR ARCB1619996N du 13 juillet 2016 relative aux incidences de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République sur l'exercice des compétences "eau" et "assainissement" par les établissements publics de coopération intercommunale ;

VU la circulaire N°NOR INTB1718472N du 18 septembre 2017 relative à l'exercice des compétences "eau" et "assainissement" par les établissements publics de coopération intercommunale ;

VU l'instruction relative à l'application de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018, relative à la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes ;

CONSIDERANT les orientations données par le conseil des maires et le comité de pilotage relatives à l'étude préalable au transfert de la compétence globale « EAU » sur son territoire ;

CONSIDERANT les comptes rendus des conseils des maires s'étant tenus les 04 septembre 2019 et 02 octobre 2019 ;

CONSIDERANT le projet de modification des statuts de la communauté de communes ;

Monsieur le Maire rappelle que la communauté de communes de la Côtière à Montluel a impulsé dès avril 2017 une anticipation du transfert de compétence de la « DISTRIBUTION DE L'EAU » sur le territoire, et ce à la suite du transfert de la compétence « ASSAINISSEMENT » depuis le 4 avril 2016.

Monsieur le Maire précise qu'actuellement la communauté de communes de la Côtière à Montluel ne possède pas la compétence de la distribution de l'eau potable. Elle assure uniquement l'exploitation des sites de production et de stockage d'eau potable qui lui ont été transférés, soit ceux des communes de Balan, Bressolles, Dagneux, La Boisse, Pizay et Sainte-Croix.

Il rappelle également que la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) prévoit notamment le transfert de la compétence « EAU » et « ASSAINISSEMENT » aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de manière obligatoire au 1er janvier 2020. Ainsi, le transfert de compétence, objet de la présente délibération, a

pour but de disposer d'un service d'eau potable conforme à la définition de l'article L. 2224-7 du code général des collectivités territoriales comme un « service assurant la production par captage ou pompage, la protection du point de prélèvement, le traitement, le transport, le stockage et la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ».

Appliqué au territoire, le transfert de la compétence doit prendre en compte une diversité autant dans les modes de gestion de celle-ci, entre des délégations de service public et des régies, que des acteurs communaux ou syndicaux (SIE de la Serein et SIE Thil-Niévroz). Il est important de rappeler que ce dernier syndicat comporte une commune membre de l'intercommunalité voisine, et qu'à ce titre il demeure compétent.

Fort de ces spécificités territoriales, l'étude menée par la communauté de communes a permis de dessiner une prospective politique et technique, qui sont le fruit d'avis conformes au transfert de la compétence au 1er janvier 2020 à l'issue des comités de pilotage et des réunions du conseil des maires visées.

Monsieur le Maire estime que le transfert de la compétence de l'eau est consubstantiel à :

- une amélioration du niveau de service en adoptant :

- ✓ une stratégie structurelle visant à accroître la connaissance du patrimoine et le renouvellement de celui-ci en ce qui concerne notamment les canalisations,
- ✓ une démarche de certification dans la qualité, de la sécurité et de l'environnement,

- une gestion harmonisée du territoire par une convergence des redevances demandées aux usagers du service public, par une uniformisation des règlements de services et du suivi des encaissements.

Monsieur le Maire précise que les lignes directrices de ce transfert ont été traduites financièrement par une programmation pluriannuelle dans laquelle figurent des investissements importants et financés en partie par la tarification aux usagers, lissée sur trois à dix années en prenant en considération le fonctionnement du service, les différences de performance et les travaux particuliers de mise à niveau. Cette trajectoire sera redessinée annuellement pour répondre, le cas échéant, aux obligations d'équilibre du service ainsi qu'à une priorisation différente des investissements.

Monsieur le Maire estime que cette programmation pluriannuelle est rationnelle et réalisable en ce qu'elle implémente les excédents, voire les déficits, des budgets des communes dans le futur budget consolidé de la communauté de communes, afin de constituer un fonds de roulement « socle » aux premiers investissements. Le recours à l'emprunt ou l'augmentation tarifaire auprès de l'ensemble des usagers serait considéré comme un succédané à la reprise des résultats. Ainsi, la valeur de chaque excédent permettra d'établir une priorisation territoriale de l'investissement et le montant global des excédents constaté au 31 décembre 2019 permettra de réactualiser le lissage et son tarif cible.

Monsieur le Maire rappelle que conformément au principe de la sincérité comptable, il sera nécessaire que les charges et les produits de fonctionnement ayant fait l'objet d'un engagement juridique de la part des communes soient rattachés à l'exercice 2019, dès lors que le constat d'un service fait aura été dressé. Ceux-ci resteront à la charge ou au bénéfice des communes, compétentes jusqu'au 31 décembre 2019.

Toutefois, lorsqu'une dépense ou une recette n'aura pas fait l'objet d'un rattachement mais qu'un élément permettant la mise en paiement ou l'encaissement révélera que l'une ou l'autre portait sur les exercices 2019 ou antérieurs, il sera procédé, soit à la refacturation de la charge à la commune, soit au reversement de la recette au bénéfice de celle-ci. Une convention spécifique sera élaborée à cette fin.

En revanche, il rappelle que les restes à réaliser d'investissement, en dépenses et en recettes, constatés au 31 décembre 2019 seront directement repris par le budget annexe eau de la communauté de communes.

Les biens nécessaires à l'exercice de la compétence seront mis à disposition de la communauté de communes par voie de procès-verbal de transfert. La commune restera propriétaire des installations et ouvrages ainsi transférés.

Monsieur le Maire propose que, dans un souci de continuité du service public, la communauté de communes procède par anticipation à la conclusion d'un marché public de quatre années pour assurer, en collaboration avec ses services, la gestion de l'eau potable sur le territoire des communes n'étant pas en délégation de service public.

Par ailleurs, il relate que la gestion de la nouvelle compétence n'entraîne pas de mise à disposition, partielle ou totale, des agents communaux autrefois affectés à cette dernière.

Le conseil municipal à l'unanimité décide :

- D'APPROUVER le transfert de la compétence « EAU » à la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel à compter du 1er janvier 2020,
- D'ACTER que le projet de nouveaux statuts de la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel fera l'objet d'une prochaine délibération,
- D'AUTORISER avant le transfert de la compétence, en sortie de l'actif du budget annexe communal de l'Eau, la propriété partielle du réseau conséquence du titre de participation détenu par la commune depuis 2004 : ceci, par le biais d'une opération d'ordre non budgétaire D 1021 C 261 pour un montant de 34.754,73 € ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document à cet effet.

### **III – ASSURANCES**

- a) Mandat au Centre de gestion de l'Ain pour l'engagement d'une consultation en vue de la conclusion d'un contrat d'assurance collective

CONSIDERANT que dans le cadre de l'article 26 de la loi du 26 janvier 1984, le Centre de gestion de l'Ain a souscrit depuis plusieurs années un contrat d'assurance groupe pour couvrir les risques statutaires de ses collectivités affiliées. Celui-ci a été mis en place pour assurer une couverture financière complète des risques encourus par les Collectivités Territoriales et les Etablissements Publics en cas de décès, accidents du travail, maladies professionnelles, maladies ou accidents non professionnels et maternité de leurs agents titulaires et contractuels.

Ce contrat a été conclu dans le cadre des dispositions prévues par l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 et le décret 88-145 du 15 février 1988, à l'issue d'une mise en concurrence réalisée au cours de l'année 2016 dans le strict respect des règles applicables aux marchés publics d'assurances. Le marché a été attribué en dernier lieu au groupement CNP / GRAS-SAVOYE qui assure la couverture du risque et la gestion du contrat et ce, pour une durée ferme de 4 ans qui vient à échéance le 31 décembre 2020.

Ce contrat a donc été mis en place sur les bases suivantes :

- Prise d'effet des garanties au 1er janvier 2017, pour une durée ferme de quatre ans, avec faculté de résiliation annuelle par chacune des parties sous préavis de 6 mois.
- Une tarification variable selon le nombre d'agents affiliés à la CNRACL employés dans la Collectivité et la franchise retenue en maladie ordinaire. Pour les collectivités dont le nombre d'agents affiliés à la CNRACL employés est supérieur à 19, une tarification spécifique a été proposée en fonction de leur absentéisme.

CONSIDERANT que la consultation à venir doit s'opérer dans un contexte juridique spécifique, en application du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019. En effet, la consultation des entreprises d'assurances devrait être lancée en procédure avec négociation, qui devra paraître au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) et au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE).

Dans le respect tant du formalisme prévu par le Code de la commande publique que des dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, le Centre de gestion doit justifier d'avoir été mandaté pour engager la procédure de consultation à l'issue de laquelle les collectivités auront la faculté d'adhérer ou non au contrat qui en résultera.

CONSIDERANT qu'il convient dans ce cadre de donner mandat au Président du Centre de gestion de l'Ain pour procéder, au nom de la collectivité, à une consultation auprès des différents prestataires potentiels dans le respect du formalisme prévu par le Code de la commande publique.

Le conseil municipal à l'unanimité décide, sous réserve de l'observation suivante portée par Madame C. COUTURIER portant d'une part, sur une communication des conditions actuelles détaillées du contrat et l'alerte à relayer auprès du Centre de gestion sur la nécessité de négocier des taux de couverture plus compétitifs pour le prochain contrat. :

- D'ETUDIER l'opportunité de conclure un nouveau contrat d'assurance pour la garantie de ses risques statutaires
- DE DONNER MANDAT au Président du Centre de gestion de l'Ain afin :
  - qu'il procède à la consultation des différents prestataires potentiels ;
  - qu'il conclut le cas échéant un contrat-groupe adapté aux besoins des collectivités mandataires ;
  - qu'il informe ces collectivités des caractéristiques du nouveau contrat-groupe, se fasse le relais de toute demande d'adhésion au dit contrat et qu'il prenne toute décision adaptée pour réaliser réglementairement la passation du marché susvisé.

#### **IV - DOMAINE, BIENS COMMUNAUX**

##### **a) Acquisition de parcelles route de Bressolles : modification**

VU la délibération du conseil municipal en date du 15 juillet 2019 portant acquisition de parcelles route de Bressolles ;

CONSIDERANT le rappel des travaux de réfection de la voirie intervenus sur la route de Bressolles avec élargissement de la chaussée pour garantir la sécurité des usagers de la route mais empiètement sur partie des fonds privés de certains riverains ;

CONSIDERANT le rappel de l'accord préalable desdits propriétaires pour la prise de possession de partie de leur terrain dans ce but ;

CONSIDERANT le rappel selon lequel l'occupation d'un fonds privé par la puissance publique sans acte administratif antérieur ou décision judiciaire préalable est soit constitutif d'une voie de fait soit assimilable à une emprise irrégulière ;

CONSIDERANT les omissions dans les références parcellaires et l'évolution de l'identité des propriétaires riverains concernés ;

CONSIDERANT la décision de principe de la commune de retenir un prix d'acquisition à 78 €/m<sup>2</sup> ;

Le conseil municipal à l'unanimité décide :

- D'ACCEPTER l'acquisition desdits fonds privés au tarif ci-avant mentionné comme indiqué ci-après :

<b>N° parcelles</b>	<b>Adresse terrain(s) concerné(s)</b>
<b>AD 4 et 5 19 m<sup>2</sup></b>	<b>165 rue de Bressolles</b>
<b>AD 491</b>	<b>Lieu-dit Les</b>

<b>133 m<sup>2</sup></b>	<b>Repatières</b>
<b>AD 414 94 m<sup>2</sup></b>	<b>303 rue de Bressolles</b>
<b>AD 485 56 m<sup>2</sup></b>	<b>321 et 323 rue de Bressolles</b>
<b>AD 438 et 433 56 m<sup>2</sup> AD 432 (19 m<sup>2</sup>) et AD 437 (145 m<sup>2</sup>)</b>	<b>345 rue de Bressolles</b>
<b>AD 442 23 m<sup>2</sup></b>	<b>383 rue de Bressolles</b>
<b>AD 443 16 m<sup>2</sup> et 31 m<sup>2</sup></b>	<b>rue de Bressolles et 436 rue des Gabettes</b>

- DE DELEGUER Monsieur le Maire pour la signature des actes notariés.

## **V - ENFANCE – JEUNESSE**

- a) Demande d'habilitation informatique auprès de la Caisse des Allocations familiales (CAF) portant mise en ligne des Etablissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) communaux sur le site « monenfant.fr »

CONSIDERANT que pour accompagner et informer les familles tout au long de leur vie de parents (petite enfance, enfance et adolescence) la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) a créé le site [www.monenfant.fr](http://www.monenfant.fr);

- ✓ Il a pour vocation d'accompagner et d'informer les familles tout au long de leur vie de parents (petite enfance, enfance et adolescence).
- ✓ Il vise notamment à faciliter les recherches des familles en matière d'accueil d'enfants en leur permettant de disposer d'une information personnalisée sur les différentes offres existantes (collectives et individuelles) quel que soit leur lieu de résidence ou de travail.
- ✓ Ce site recense la quasi-totalité des structures d'accueil (établissement d'accueil du jeune enfant et accueils de loisirs) et des services d'accompagnement des familles financés par les Allocations familiales, à



l'exception de la garde à domicile qui relève du secteur marchand, ainsi que les assistants maternels ayant donné leur accord pour être référencés.

- ✓ Cette offre de service va dans le sens souhaité par les pouvoirs publics s'agissant de l'information des familles, du développement de l'offre d'accueil en direction des jeunes enfants et de la valorisation des actions et projets portés par les acteurs de l'enfance, de la jeunesse et de la parentalité.

CONSIDERANT à ce titre, qu'il est notamment prévu d'enrichir et de mettre à jour les données relatives aux établissements d'accueil et services figurant sur le site [www.monenfant.fr](http://www.monenfant.fr) par des informations portant sur :

- Les modalités de fonctionnement des établissements
- Les disponibilités d'accueil des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE)

CONSIDERANT que pour ce faire, un Espace professionnel (Extranet) est mis à disposition des partenaires autorisés à renseigner ces informations. La Cnaf est responsable de ce traitement au sens de l'article 4.7 du RGPD.

- ✓ Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Extranet, il est prévu la signature d'une convention d'habilitation informatique entre la Caf et le fournisseur informatiquement habilité à renseigner les informations sur les établissements précités.
- ✓ La présente convention a pour but de formaliser entre le fournisseur de données et la Caf les modalités de diffusion sur le site [www.monenfant.fr](http://www.monenfant.fr) des informations précitées.

Le conseil municipal à l'unanimité décide :

- D'APPROUVER le principe de la demande d'habilitation informatique auprès de la Caisse des Allocations familiales (CAF) ;
- D'APPROUVER le contenu du projet de convention joint ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document à cet effet.

P.J Va1 : Convention

## **VI – PERSONNEL COMMUNAL**

- a) Modification du tableau des emplois permanents

VU la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale et notamment l'article 34 ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 18 novembre 2019 portant dernière modification du tableau des emplois permanents ;

CONSIDÉRANT l'obligation pour le conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au bon fonctionnement des services ;

CONSIDÉRANT que la création de poste ci-dessous proposée concerne :

1 - Le Service Pilotage budgétaire et Administration générale

- Création d'un poste à temps complet de 35 heures relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux pour répondre au besoin de structuration des services administratifs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

Le conseil municipal à l'unanimité décide :

- D'ACCEPTER la modification du tableau des emplois permanents : les crédits nécessaires sont inscrits au budget

P.J VIa1 : Tableau des emplois permanents

## **VII - SECURITE PUBLIQUE**

a) Convention de prestation de services dans le cadre d'une fourrière pour véhicules

CONSIDERANT les rapports des services de gendarmerie faisant état des difficultés rencontrées dans l'exécution des décisions de mise en fourrière de véhicules liées notamment à l'augmentation du nombre des infractions nécessitant une telle mesure ;

CONSIDERANT qu'il se confirme en l'absence d'un service de fourrière municipal, répondant aux besoins et conforme aux dispositions légales et réglementaires, qu'il s'avère indispensable et urgent de trouver une issue.

- ✓ À défaut de pouvoir être mis en place par la commune, de façon satisfaisante, dans des délais répondant à cette attente, il est proposé que l'organisation et la gestion du service de fourrière fassent l'objet d'une convention de prestation de services.
- ✓ La situation géo-spatiale de la commune sur le territoire départemental autorise par dérogation préfectorale à conventionner avec une fourrière relevant d'un département limitrophe.

- ✓ La durée et les caractéristiques des prestations que devra assurer le prestataire  
- agréé par le préfet - figurent dans le projet de convention joint.

Le conseil municipal à l'unanimité décide :

- D'APPROUVER le recours au dispositif de la convention de prestation de services dans le cadre de la mise en œuvre du service de fourrière pour véhicules ;
- D'APPROUVER le contenu de la mission tel qu'exposé dans le projet de convention joint ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document à cet effet.

P.J VIIa1 : Convention

## **VIII – COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui autorise le Conseil municipal à déléguer en tout ou partie et pour la durée du mandat certaines attributions listées dans son article L.2122-22 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui impose au maire dans son article L 2121-23, de rendre compte, à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal, des décisions qu'il a prises dans le cadre de ces délégations ;

M. le maire en rend compte comme suit pour les alinéas suivants :

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres :

- dans la limite de 221 000 € H.T. pour les marchés de fournitures et services,
- dans la limite de 1 500 000 € H.T. pour les marchés de travaux,

### **4.1) Maillage du réseau d'eau potable de l'allée des Princes**

La consultation pour le maillage du réseau d'eau potable de l'allée des Princes s'est déroulée du 19 juin au 12 juillet 2019.

Suite à analyse, le marché a été attribué à la société Brunet T.P. pour un montant H.T. de 62 358,40 €, soit 74 830,08 € T.T.C.

ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget :

- dans la limite de 10% du marché initial pour les marchés de fournitures et services,
- dans la limite de 15% du marché initial pour les marchés de travaux,

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans :

- Location d'un logement au 1273 rue de Genève d'une durée de 1 an d'un loyer de 550,14 € au 1<sup>er</sup> décembre 2019

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes :

- Encaissement d'un premier chèque de Groupama d'un montant de 2 884,50 euros, en rapport avec le remplacement du vitrage de la grande salle (au-dessus des box) et du vitrage d'une des portes de la salle de sport de l'Espace des Bâtonnes (sinistre du mois d'août 2019).

## **IX – QUESTIONS DIVERSES**

- ✓ Monsieur le Maire rappelle la date de la prochaine séance du conseil fixée au 20 janvier 2020 et porte à connaissance des membres le calendrier annuel des séances des commissions des finances et des conseils municipaux en pièce-jointe.
- ✓ Monsieur le Maire mentionne la rencontre intervenue avec un représentant de la DDT sur un quantitatif de logements sociaux légèrement en deçà du seuil imposé mais avec une répartition conforme aux orientations négociées.
- ✓ Monsieur le Maire mentionne le succès du repas des anciens du 15/12/20.
- ✓ Rappel de la tenue du Sapin de Noël des agents le 17/12 à 18h30
- ✓ Rappel des vœux du maire le 11/01/20 à 11h00.
- ✓ Vacance du siège d'un conseiller communautaire

Art L 273-10 Code électoral : « Lorsque le siège d'un conseiller communautaire devient vacant, pour quelque cause que ce soit, il est pourvu par le candidat de même sexe élu conseiller municipal [...] suivant sur la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire sur laquelle le conseiller à remplacer a été élu. Toutefois, lorsque la commune ne dispose que d'un siège de conseiller communautaire, ce siège est pourvu par le candidat supplémentaire mentionné au 1° du I de l'article L. 273-9.

***Lorsqu'il n'y a plus de candidat élu conseiller municipal [...] pouvant le remplacer sur la liste des candidats au siège de conseiller communautaire, le siège est pourvu par le premier conseiller municipal [...] de même sexe élu sur la liste***

***correspondante des candidats aux sièges de conseiller municipal n'exerçant pas de mandat de conseiller communautaire.*** Toutefois, lorsque la commune ne dispose que d'un siège de conseiller communautaire, le siège est pourvu par le premier conseiller municipal élu sur la liste correspondante des candidats aux sièges de conseiller municipal n'exerçant pas de mandat de conseiller communautaire. »

La fonction sera donc proposée à un conseiller municipal de sexe masculin dans l'ordre de la liste jusqu'à acceptation